

LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Revue mensuelle du Bureau international
pour la protection de la propriété industrielle, à Genève

77^e année

N° 4

Avril 1961

SOMMAIRE

LÉGISLATION: Japon. Loi sur les brevets (n° 121, du 13 avril 1959), première partie, p. 73.

JURISPRUDENCE: Suisse. Brevet d'invention. Recours de droit administratif (Lausanne, Tribunal fédéral, 23 février 1960), p. 82.

ÉTUDES GÉNÉRALES: L'affaire du «Spanish Champagne» (A. Devletian), p. 82.

CORRESPONDANCE: Lettre d'Autriche (Wilhelm Kiss-Horvath), première partie, p. 84.

BIBLIOGRAPHIE: Liste des ouvrages enregistrés en janvier et février 1961 par la Bibliothèque du Bureau international, p. 95.

NOUVELLES DIVERSES: Etats-Unis d'Amérique. Mutation dans le poste de Directeur de l'Office de la propriété industrielle, p. 96.

STATISTIQUE: Statistique générale de la propriété industrielle pour l'année 1959 (2^e supplément), Trinidad et Tobago, p. 96.

Législation

JAPON

Loi sur les brevets

(N° 121, du 13 avril 1959)

(Première partie)

Chapitre I - Dispositions générales (Art. 1^{er} à 28 inclus)

- Article 1 Objet
- Article 2 Définitions
- Article 3 Calcul des diverses périodes
- Article 4 Prolongation des périodes, etc.
- Article 5
- Article 6 Possibilité, pour une association, etc., non constituée en société, d'engager une procédure
- Article 7 Possibilité, pour un mineur, pour une personne réputée incapable, etc., d'engager une procédure
- Article 8 Administrateur de brevets pour les non-résidents
- Article 9 Portée de la représentation
- Article 10 Confirmation des pouvoirs de représentation
- Article 11 Non-extinction des pouvoirs de représentation
- Article 12 Représentations et représentants multiples
- Article 13 Remplacement de représentants, etc.
- Article 14 Représentation mutuelle de plusieurs parties
- Article 15 Domicile légal des non-résidents
- Article 16 Ratification en cas de non-habilitation à engager une procédure
- Article 17 Rectification d'une procédure
- Article 18 Invalidation d'une procédure
- Article 19 Délai fixé pour la prise en considération de la soumission d'une demande écrite, etc.
- Article 20 Extension de l'effet d'une procédure à la personne ayant acquis ultérieurement les droits en question
- Article 21 Reprise d'une procédure
- Article 22 Interruption ou ajournement d'une procédure
- Article 23
- Article 24
- Article 25 Jouissance d'un droit de brevet par un étranger

- Article 26 Effets d'un traité
- Article 27 Enregistrement dans le Registre des brevets
- Article 28 Octroi de lettres patentes

Chapitre II - Brevets et demandes de brevets (Art. 29 à 46 inclus)

- Article 29 Conditions d'obtention d'un brevet
- Article 30 Exceptions en matière d'absence de caractère de nouveauté de l'invention
- Article 31 Conditions d'obtention d'un brevet d'addition
- Article 32 Inventions non brevetables
- Article 33 Droit à l'obtention d'un brevet
- Article 34
- Article 35 Invention en cours d'emploi ou de service
- Article 36 Demande de brevet
- Article 37 Demande conjointe
- Article 38 Une seule demande pour une seule invention
- Article 39 Préférence accordée en matière de demande
- Article 40 Rectification d'une description, etc. et modification du sens de cette dernière
- Article 41
- Article 42
- Article 43 Procédure pour bénéficier du droit de priorité
- Article 44 Subdivision d'une demande de brevet
- Article 45 Modification d'une demande de brevet
- Article 46

Chapitre III - Examen (Art. 47 à 65 inclus)

- Article 47 Examen par l'Examineur
- Article 48 Incompatibilité des fonctions de l'Examineur
- Article 49 Décision de rejet
- Article 50 Notification des motifs du rejet
- Article 51 Publication de la demande
- Article 52 Effet de la publication de la demande, etc.
- Article 53 Rejet d'une rectification
- Article 54
- Article 55 Déclaration d'opposition
- Article 56
- Article 57
- Article 58
- Article 59
- Article 60

Article 61	.....
Article 62	Décision en cas d'absence d'opposition
Article 63	Formalités concernant une décision
Article 64	Rectification postérieure à une décision de faire publier une demande
Article 65	Relations avec l'action engagée

Chapitre IV - Droit de brevet

Section 1. Droit de brevet (Art. 66 à 99 inclus)

Article 66	Enregistrement de la création d'un droit de brevet
Article 67	Durée
Article 68	Effet d'un droit de brevet
Article 69	Articles et objets échappant à l'effet d'un droit de brevet
Article 70	Portée technologique d'une invention brevetée
Article 71	.....
Article 72	Rapports avec l'invention brevetée d'une autre personne, etc.
Article 73	Droit de brevet en co-propriété
Article 74	Cas d'un droit de brevet d'addition
Article 75	Droit de brevet d'addition devenant indépendant
Article 76	Extinction d'un droit de brevet s'il n'y a pas d'héritier
Article 77	Droit d'exploitation exclusive
Article 78	Droit d'exploitation ordinaire
Article 79	Droit d'exploitation ordinaire par utilisation antérieure
Article 80	Droit d'exploitation ordinaire exercé avant l'enregistrement d'une demande d'action judiciaire visant l'invalidation
Article 81	Droit d'exploitation ordinaire existant après l'expiration de la durée du droit afférent à un dessin
Article 82	.....
Article 83	Décision réglementaire en matière de création d'un droit d'exploitation ordinaire dans le cas d'une exploitation inappropriée
Article 84	Présentation d'une réponse écrite
Article 85	Avis du Conseil d'exploitation des inventions brevetées, etc.
Article 86	Formalités concernant une décision réglementaire
Article 87	Remise d'une copie de la décision réglementaire
Article 88	Dépôt de l'indemnité
Article 89	Infirmation de la décision réglementaire
Article 90	Annulation de la décision réglementaire
Article 91	.....
Article 92	Réglementation de la création d'un droit d'exploitation ordinaire en vue de l'exploitation de la propre invention brevetée d'une personne
Article 93	Réglementation de la création d'un droit d'exploitation ordinaire dans l'intérêt public
Article 94	Cession d'un droit d'exploitation ordinaire, etc.
Article 95	Droit de nantissement
Article 96	.....
Article 97	Abandon d'un droit de brevet, etc.
Article 98	Effet de l'enregistrement
Article 99	.....

Section 2. Atteinte aux droits (Art. 100 à 106 inclus)

Article 100	Droit d'exiger qu'il soit mis fin à une atteinte aux droits
Article 101	Actes considérés comme une atteinte aux droits
Article 102	Présomption concernant le montant des dommages, etc.
Article 103	Présomption de négligence
Article 104	Présomption concernant un procédé de production
Article 105	Présentation de documents
Article 106	Mesures nécessaires pour la réparation du préjudice causé à la réputation industrielle ou commerciale

Section 3. Taxes afférentes aux brevets (Art. 107 à 112 inclus)

Article 107	Taxes afférentes aux brevets
Article 108	Echéance des taxes afférentes aux brevets
Article 109	Réduction ou remise intégrale des taxes, ou ajournement des paiements
Article 110	Paiement des taxes afférentes aux brevets par une personne intéressée
Article 111	Remboursement de taxes acquittées
Article 112	Paiement de taxes supplémentaires

Chapitre V - Le Conseil d'exploitation des inventions brevetées (Art. 113 à 120 inclus)

Article 113	Création du Conseil
Article 114	Affaires relevant de la compétence du Conseil
Article 115	Organisation
Article 116	.....
Article 117	.....
Article 118	Service à temps partiel
Article 119	Président
Article 120	Dispositions prises par ordonnance ministérielle

Chapitre VI - Action judiciaire (Art. 121 à 170 inclus)

Article 121	Action judiciaire à l'encontre d'une décision de refus
Article 122	Action judiciaire à l'encontre d'une décision de refus d'une rectification
Article 123	Action judiciaire en invalidation d'un brevet
Article 124	.....
Article 125	.....
Article 126	Action judiciaire en rectification
Article 127	.....
Article 128	.....
Article 129	Action judiciaire en invalidation d'une rectification
Article 130	.....
Article 131	Formalités en matière de demande d'action judiciaire
Article 132	Action conjointe
Article 133	Rejet par voie de décision en cas de contravention aux formalités prescrites
Article 134	Présentation d'une réponse écrite, etc.
Article 135	Rejet, par jugement de tribunal, d'une demande illicite d'action judiciaire
Article 136	Mode de jugement par une « conférence » de juges siégeant conjointement
Article 137	Désignation des juges
Article 138	Juge-président
Article 139	Exclusion d'un juge
Article 140	.....
Article 141	Récusation d'un juge
Article 142	Formalités concernant une requête d'exclusion ou de récusation
Article 143	Décision concernant une requête d'exclusion ou de récusation
Article 144	.....
Article 145	Formalités concernant la procédure en matière d'action judiciaire
Article 146	.....
Article 147	Protocole
Article 148	Intervention
Article 149	.....
Article 150	Dépositions et audition de témoins avant l'introduction d'une instance
Article 151	.....
Article 152	Procédure d'office
Article 153	.....
Article 154	Procédure combinée ou séparée
Article 155	Retrait d'une demande d'action judiciaire
Article 156	Notification de la conclusion d'une procédure
Article 157	Jugement rendu dans une action judiciaire
Article 158	Règle exceptionnelle applicable à une action judiciaire engagée à l'encontre d'une décision de refus
Article 159	.....
Article 160	.....
Article 161	.....
Article 162	Règle exceptionnelle applicable à une action judiciaire engagée à l'encontre d'une décision de rejet d'une rectification
Article 163	.....
Article 164	Règle exceptionnelle applicable à une action judiciaire en rectification
Article 165	.....
Article 166	.....
Article 167	Effets d'un jugement rendu dans une action judiciaire

- Article 168 Relation avec l'action engagée.
 Article 169 Incidence des frais afférents à une action judiciaire
 Article 170 Pouvoir exécutoire d'une décision concernant le montant des frais

Chapitre VII - Action en revision
 (Art. 171 à 176 inclus)

- Article 171 Demande d'action en revision
 Article 172
 Article 173 Délai pour une demande d'action en revision
 Article 174 Application, *mutatis mutandis*, des dispositions concernant une action judiciaire, etc.
 Article 175 Restriction visant les effets d'un droit de brevet rétabli à la suite d'une action en revision
 Article 176

Chapitre VIII - Appel
 (Art. 177)

- Article 177

Chapitre IX - Actions
 (Art. 178 à 184 inclus)

- Article 178 Action engagée contre un jugement de tribunal
 Article 179 Eligibilité en tant que défendeur
 Article 180 Notification de la Cour
 Article 181 Annulation d'un jugement de tribunal ou d'une décision
 Article 182 Retour des documents originaux d'une action judiciaire
 Article 183 Action concernant le montant de l'indemnité
 Article 184 Eligibilité en tant que défendeur

Chapitre X - Dispositions diverses
 (Art. 185 à 195 inclus)

- Article 185 Règle exceptionnelle concernant la portée d'application d'une demande de brevet à laquelle se rapportent deux ou plusieurs inventions
 Article 186 Demande de certificat, etc.
 Article 187 Indication du brevet
 Article 188 Interdiction de fausses indications
 Article 189 Signification des documents
 Article 190
 Article 191
 Article 192
 Article 193 *Gazette des brevets*
 Article 194 Présentation de documents
 Article 195 Taxes

Chapitre XI - Dispositions pénales
 (Art. 196 à 204 inclus)

- Article 196 Infractions
 Article 197 Actes frauduleux
 Article 198 Fausses indications
 Article 199 Faux témoignages
 Article 200 Divulgateion de secrets
 Article 201 Doubles sanctions
 Article 202 Amendes de moindre importance (*minor fines*)
 Article 203
 Article 204

Dispositions supplémentaires

Tahleau annexé

Loi d'exécution de la loi sur les brevets

- Article 1 Date d'entrée en vigueur de la loi sur les brevets
 Article 2 Abrogation de la loi sur les brevets
 Article 3 Droit de brevet
 Article 4
 Article 5 Droit de brevet cédé avec certaines restrictions
 Article 6 Droit d'exploitation
 Articles 7 à 17
 Article 18 Durée
 Article 19 Droit de nantissement
 Article 20 Procédure en cas de litigendaoce

- Article 21 Demande de brevet présentée par une personne habilitée à le faire
 Article 22 Acquisition du droit d'obtention d'un brevet
 Article 23 Cession d'un droit de brevet
 Article 24 Invention en cours de service ou d'emploi
 Article 25 Jugement de tribunal infirmé
 Article 26 Taxe sur les brevets
 Article 27 Conseil des indemnités, etc. pour brevets
 Article 28 Indemnité en espèces
 Article 29 Actions judiciaires, etc.
 Article 30 Application des dispositions pénales

Dispositions supplémentaires

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier

L'objet de la présente loi est d'enconrager les inventions, grâce à leur utilisation et à leur protection, en contribuant ainsi au développement de l'industrie.

Article 2

(1) Une « invention », au sens de la présente loi, s'entend d'une création d'ordre technologique visant à atteindre un degré plus élevé d'utilisation des lois naturelles.

(2) Une « invention brevetée », au sens de la présente loi, s'entend d'une invention pour laquelle un brevet a été obtenu.

(3) L'« exploitation » d'une invention, au sens de la présente loi, s'entend des actes mentionnés ci-après:

- 1° dans le cas d'une invention portant sur des articles ou objets, la production, l'utilisation, la cession, le prêt, la présentation en vue d'une cession ou d'un prêt, ou l'importation desdits articles ou objets;
- 2° dans le cas d'une invention portant sur un procédé quelconque, la mise en usage de ce procédé;
- 3° dans le cas d'une invention portant sur un procédé de production d'articles ou d'objets, non seulement les actes mentionnés sous la rubrique précédente, mais aussi l'utilisation, la cession, le prêt, la présentation en vue d'une cession ou d'un prêt, ou l'importation des articles ou objets produits au moyen dudit procédé.

Article 3

(1) Le calcul des périodes prévues dans la présente loi ou dans les ordonnances édictées en vertu de cette dernière s'effectuera selon les dispositions suivantes:

- 1° le premier jour d'une période n'entrera pas en ligne de compte; toutefois, cette disposition ne sera pas applicable si ladite période commence à 0 heure;
- 2° dans le cas où la période fixée est calculée en mois ou en années, le calendrier fera foi; si le début de cette période ne coïncide pas avec le début d'un mois ou d'une année, ladite période viendra à échéance le jour précédant immédiatement le jour du dernier mois ou de la dernière année qui correspondra au jour à partir duquel elle est calculée; toutefois, s'il n'existe pas de jour correspondant dans le dernier mois, elle viendra à échéance le dernier jour dudit mois.

(2) Dans le cas où le dernier jour d'une période concernant la procédure afférente à une demande de brevet, à une

requête, ou à tout autre acte de procédure (ci-après indiqués simplement par le terme « procédure ») tombe un dimanche, un jour férié national, les 2 ou 3 janvier, ou pendant une période comprise entre le 29 et le 31 décembre inclusivement, c'est le jour suivant qui sera considéré comme le dernier jour de ladite période.

Article 4

(1) Le Directeur général du Bureau des brevets peut, en faveur d'une personne résidant en un lieu éloigné ou d'accès difficile, prolonger, sur demande ou d'office, la période indiquée à l'article 53, paragraphe (4), à l'article 56, à l'article 108, paragraphe (1), ou dans la clause conditionnelle du paragraphe (2) du même article, à l'article 121, paragraphe (1), ou à l'article 122, paragraphe (1).

(2) Le Juge-président peut, en faveur d'une personne résidant en un lieu éloigné ou d'accès difficile, prolonger, sur demande ou d'office, la période prévue dans l'article 53, paragraphe (4), dont les dispositions s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'article 159, paragraphe (1) (y compris le cas où les dispositions de cet article s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'article 174, paragraphe 1), ou à l'article 56, dont les dispositions s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'article 159, paragraphe (3) (y compris le cas où les dispositions de cet article s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'article 174, paragraphe 1), ou à l'article 165, paragraphe (1) (y compris le cas où les dispositions de cet article s'appliquent, *mutatis mutandis*, au paragraphe 4 de l'article 174).

Article 5

(1) Le Directeur général du Bureau des brevets, le Juge-président ou l'Examinateur peuvent, dans le cas où ils ont fixé le délai pour engager une procédure conformément aux dispositions de la présente loi, prolonger ce délai, sur demande ou d'office.

(2) Le Juge-président ou l'Examinateur peuvent, dans le cas où ils ont fixé une date déterminée, conformément aux dispositions de la présente loi, modifier cette date, sur demande ou d'office.

Article 6

(1) Une association ou une fondation, qui n'est pas constituée en société, possédant un représentant, administrateur ou directeur, peut suivre l'une des procédures ci-après au nom de ce représentant, administrateur ou directeur :

- 1° faire opposition;
- 2° demander que soit engagée une action judiciaire aux termes de l'article 123, paragraphe (1), ou de l'article 129, paragraphe (1);
- 3° demander une action en révision d'un jugement exécutoire rendu à la suite d'une action mentionnée à l'article 123, paragraphe (1), ou à l'article 129, paragraphe (1), conformément aux dispositions de l'article 171, paragraphe (1);
- 4° déposer une requête.

(2) Toute association ou fondation, qui n'est pas constituée en société, possédant un représentant, administrateur, ou directeur, peut faire l'objet d'une demande d'action en révision d'un jugement exécutoire rendu à la suite d'une

action mentionnée à l'article 123, paragraphe (1), ou à l'article 129, paragraphe (1), au nom de ce représentant, administrateur ou directeur.

Article 7

(1) Un mineur ou une personne réputée incapable ne peut engager une procédure, sauf par l'intermédiaire d'un représentant légal; toutefois, cette disposition ne sera pas applicable dans le cas où un mineur peut accomplir, de façon indépendante, un acte juridique.

(2) Pour engager une procédure, une personne quasi incapable devra obtenir le consentement d'un tuteur ou curateur.

(3) Un représentant légal devra, pour engager une procédure, obtenir le consentement d'un inspecteur des tutelles, s'il en existe un.

(4) Les dispositions des deux paragraphes précédents ne seront pas applicables dans le cas où une personne quasi incapable ou un représentant légal engage une procédure relative à une action judiciaire ou à une action en révision demandée par l'autre partie.

Article 8

(1) Une personne n'ayant pas de domicile ou de résidence (d'établissement industriel ou commercial s'il s'agit d'une société) au Japon (ci-après désignée par le terme « non-résident ») ne peut pas engager une procédure ou intenter une action pour le motif qu'elle n'est pas satisfaite de la décision prise par un organisme administratif conformément aux dispositions de la présente loi ou d'une ordonnance édictée en vertu de celle-ci, sauf autres dispositions prévues par une ordonnance du Cabinet, ni présenter une demande d'enregistrement mentionnée au paragraphe (3), sauf par l'intermédiaire de son représentant en brevets qui a un domicile ou une résidence au Japon (ci-après désigné par le terme « administrateur de brevets ») (*patent administrator*).

(2) Un administrateur de brevets représentera son mandant pour toute action en contestation d'une décision prise par un organisme administratif conformément aux dispositions de la présente loi ou d'une ordonnance édictée en vertu de celle-ci, de même que pour tous autres actes de procédure, en sus des pouvoirs expressément accordés.

(3) Dans le cas où un non-résident est titulaire d'un brevet ou détient un droit enregistré concernant un brevet, toute désignation ou tout changement relatifs à son administrateur de brevets, de même que les pouvoirs de représentation de l'administrateur de brevets ou leur extinction, ne peuvent être invoqués à l'encontre de tierces parties que s'ils ont été enregistrés.

Article 9

Un représentant mandaté par une personne ayant son domicile ou sa résidence (un établissement industriel ou commercial s'il s'agit d'une société) au Japon qui engage une procédure ne peut apporter de modifications à une demande de brevet, à un abandon ou retrait de cette demande, à une requête, au retrait d'une demande ou d'une requête, à une demande d'action judiciaire, dont il est fait mention à l'article 121, paragraphe (1), ou à l'article 122, paragraphe (1),

à une action ou au retrait de celle-ci, ou à la désignation d'un représentant adjoint — à moins que des pouvoirs spéciaux ne lui aient été accordés à cet effet.

Article 10

Le mandat d'un tel représentant d'une personne engageant une procédure, autre que la personne prévue à l'article 8, paragraphe (3), devra être confirmé par écrit.

Article 11

Le mandat d'un représentant mandaté par une personne engageant une procédure ne viendra pas à expiration en raison du décès du mandant, de la disparition, par voie de fusion, d'une société qui ost le mandant, de l'expiration des pouvoirs du fidéicommissaire qui est le mandant, ou du décès du représentant légal, ou encore par suite de la modification ou de l'extinction des pouvoirs du représentant légal.

Article 12

Dans le cas où une personne engageant une procédure a deux ou plusieurs représentants, chacun de ceux-ci représentera séparément le mandant dans tout litige avec le Bureau des brevets.

Article 13

(1) Dans le cas où le Directeur général du Bureau des brevets ou le Juge-président estiment qu'une personne qui engage une procédure n'est pas habilitée à le faire, ils peuvent ordonner que cette personne engage ladite procédure par l'intermédiaire d'un représentant.

(2) Dans le cas où le Directeur général du Bureau des brevets ou le Juge-président estiment que le représentant d'une personne qui engage une procédure n'est pas habilité à le faire, ils peuvent ordonner qu'un autre représentant soit désigné en lieu et place du premier.

(3) Le Directeur général du Bureau des brevets ou le Juge-président peuvent, dans les cas relevant des deux paragraphes qui précèdent, ordonner que la partie soit représentée par un agent agréé en brevets (*patent attorney*).

(4) Le Directeur général du Bureau des brevets ou le Juge-président peuvent déclarer non valide la procédure engagée contre le Bureau des brevets par une personne dans les conditions mentionnées au paragraphe (1) ou par un représentant dans les conditions mentionnées au paragraphe (2), après que l'ordre prévu au paragraphe (1) ou au paragraphe (2) a été donné par eux.

Article 14

Dans le cas où deux ou plusieurs personnes ont engagé une procédure conjointement, chacune d'elles représentera toutes ces personnes en ce qui concerne les procédures autres que la modification, l'abandon ou le retrait d'une demande de brevet, une requête, le retrait d'une demande ou d'une requête, une demande d'action judiciaire dont il est fait mention à l'article 121, paragraphe (1), ou à l'article 122, paragraphe (2), ou une action et le retrait de celle-ci; toutefois, les dispositions ci-dessus ne seront pas applicables dans le cas où ces personnes ont désigné, entre elles ou parmi elles, un représentant et notifié le fait au Bureau des brevets.

Article 15

En ce qui concerne un droit de brevet, ou tous autres droits relatifs à un brevet, appartenant à un non-résident, le domicile ou la résidence de son administrateur de brevets — ou, s'il n'y a pas d'administrateur de brevets, le siège du Bureau des brevets — sera considéré comme le lieu de propriété mentionné à l'article 8 du Code de procédure civile (loi n° 29, de 1890).

Article 16

(1) Une procédure engagée par un mineur (à l'exclusion d'un mineur pouvant accomplir de façon indépendante un acte juridique) ou par une personne réputée incapable peut être ratifiée par son représentant légal (ou par le mandant dans le cas où ce dernier a été habilité à engager une procédure).

(2) Une procédure engagée par une personne qui n'a pas de représentation peut être ratifiée par le mandant qui est habilité à engager une procédure ou par un représentant légal du mandant.

(3) Une procédure engagée par une personne quasi incapable sans le consentement de son tuteur ou enrateur peut être ratifiée par cette personne, avec le consentement du tuteur ou enrateur.

(4) Une procédure engagée par un représentant légal sans le consentement d'un inspecteur des tutelles, dans le cas où il en existe un, peut être ratifiée par le représentant légal qui a obtenu le consentement de l'inspecteur des tutelles, ou par le mandant qui a été habilité à engager une procédure.

Article 17

(1) Une personne qui a engagé une procédure peut y apporter une rectification, dans la mesure où l'affaire est en cours d'examen ou fait l'objet d'une action ou d'une action en revision. Toutefois, elle ne pourra pas le faire après qu'une copie de la décision (*kettei*) aura été remise à l'effet que la demande ou la requête soit publiée, sauf dans le cas où la rectification est possible conformément aux dispositions de l'article 64 (y compris le cas dans lequel les dispositions de cet article s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'article 159, paragraphe 2 [y compris le cas où les dispositions de cet article s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'article 174, paragraphe 1]).

(2) Le Directeur général du Bureau des brevets ou le Juge-président peuvent, dans les cas suivants, ordonner la rectification d'une procédure, en fixant un délai raisonnable:

- 1° lorsque la procédure contrevient aux dispositions de l'article 7, paragraphes (1) à (3) inclusivement, ou de l'article 9;
- 2° lorsque la procédure contrevient aux formes fixées par la présente loi ou par une ordonnance édictée en vertu de celle-ci;
- 3° lorsque les taxes prévues à l'article 193, paragraphe (1), relativement à la procédure, n'ont pas été versées.

(3) Lorsqu'il sera procédé à une rectification (à l'exclusion du versement des taxes) en vertu des deux paragraphes précédents, toute rectification de la procédure devra être présentée par écrit.

Article 18

Le Directeur général du Bureau des brevets peut déclarer la procédure non valide dans le cas où la personne à qui il a ordonné de rectifier la procédure, conformément aux dispositions du paragraphe (2) de l'article précédent, a négligé de le faire dans les délais impartis conformément aux dispositions du même paragraphe, ou dans le cas où une personne qui obtient un enregistrement concernant la création d'un droit de brevet néglige d'acquitter les taxes y afférentes dans le délai prévu à l'article 108, paragraphe (1), ou dans la clause conditionnelle du paragraphe (2).

Article 19

Dans le cas où une demande écrite, ou des documents ou tous autres articles ou objets qui doivent être présentés conformément aux dispositions de la présente loi ou d'une ordonnance édictée en vertu de celle-ci, dans les délais fixés, sont expédiés par la poste, ladite demande ou lesdits articles ou objets seront considérés comme étant parvenus au Bureau des brevets, si la date et l'heure auxquelles ils ont été remis au bureau de poste sont certifiées par le reçu de la poste, à cette date et à cette heure; si la date et l'heure indiquées sur le cachet postal sont lisibles, à cette date et à cette heure et, dans le cas où seule la date apposée est distincte, à minuit du jour ainsi indiqué.

Article 20

L'effet d'une procédure engagée au sujet d'un droit de brevet ou de tous autres droits concernant un brevet s'étendra également à toute personne entrant par la suite en possession de ce droit ou de ces autres droits.

Article 21

Le Directeur général du Bureau des brevets ou le Juge-président peuvent, dans le cas où un droit de brevet ou des droits concernant un brevet ont été cédés pendant que l'affaire était pendante devant le Bureau des brevets, reprendre la procédure relative à cette affaire à l'encontre de la personne ayant acquis ce droit ou ces droits.

Article 22

(1) En ce qui concerne une requête visant la reprise d'une procédure interrompue après remise d'une copie d'une décision, d'une décision concernant expressément le brevet (*satei*) ou d'un jugement intervenant à la suite d'une action judiciaire (*schinketsu*), le Directeur général du Bureau des brevets ou un juge décideront si ladite reprise de la procédure doit être autorisée ou non.

(2) La décision mentionnée dans le paragraphe précédent devra être formulée par écrit et accompagnée des motifs à l'appui.

Article 23

(1) Si une personne, au sujet de la reprise de la procédure d'un examen, d'une action ou d'une action en revision, interrompue ou ajournés, a négligé d'agir, le Directeur général du Bureau des brevets ou un juge ordonneront à ladite personne, sur demande ou d'office, de faire le nécessaire dans un délai raisonnable qu'ils fixeront.

(2) Si cette reprise n'a pas eu lieu dans le délai fixé, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, le Directeur général du Bureau des brevets ou un juge pourront considérer que cette reprise a eu lieu le jour où a expiré ledit délai.

(3) Le Directeur général du Bureau des brevets ou le Juge-président, dans le cas où ils auront considéré que la reprise a eu lieu conformément aux dispositions du paragraphe précédent, devront en aviser les parties en cause.

Article 24

Les dispositions de l'article 208, de l'article 209, paragraphe (1), de l'article 210, de l'article 211, de l'article 212, paragraphe (1), des articles 213 à 217 inclusivement, de l'article 218, paragraphe (1), de l'article 220, de l'article 221 et de l'article 222, paragraphe (2) (interruption ou suspension d'une procédure) du Code de procédure civile seront applicables, *mutatis mutandis*, à la procédure d'examen, d'action ou d'action en revision. Dans ce cas, les termes « représentant légal » de l'article 210, « mandataire » (*process attorney*) de l'article 213, « la Cour » de l'article 217, « la Cour » de l'article 218, paragraphe (1), et de l'article 221, et « la Cour » de l'article 220 de la même loi, se liront respectivement comme suit: « représentant légal ou administrateur de brevets », « représentant chargé, par mandat, d'un examen, d'une action ou d'une action en revision », le « Directeur général du Bureau des brevets ou le Juge-président », le « Directeur général du Bureau des brevets ou un juge » et le « Bureau des brevets ».

Article 25

Un étranger n'ayant pas de domicile ou de résidence (d'établissement industriel ou commercial s'il s'agit d'une société) au Japon ne peut bénéficier d'un droit de brevet ou de tout droit concernant un brevet que dans les cas énoncés ci-après:

- 1° lorsque le pays auquel appartient l'intéressé reconnaît aux ressortissants japonais la jouissance d'un droit de brevet ou d'un droit concernant un brevet dans les mêmes conditions que celles dont bénéficient les ressortissants dudit pays;
- 2° lorsque, si le Japon reconnaît aux ressortissants du pays auquel appartient l'intéressé la jouissance d'un droit de brevet ou d'un droit concernant un brevet, ce pays reconnaît aux ressortissants japonais la jouissance d'un droit de brevet ou d'un droit concernant un brevet dans les mêmes conditions que celles dont bénéficient les ressortissants dudit pays;
- 3° lorsqu'un traité prévoit d'autres dispositions.

Article 26

Dans le cas où un traité renferme des dispositions spéciales relatives aux brevets, ces dispositions feront loi.

Article 27

Les actes suivants seront inscrits dans un Registre des brevets, conservé au Bureau des brevets:

- 1° la création, la cession ou l'extinction d'un droit de brevet ou d'une restriction à l'utilisation de celui-ci, ou la

modification d'un droit de brevet en vertu de l'article 75, paragraphe (1);

- 2° la création, la conservation, la cession, la modification d'un droit d'exploitation exclusive, ou d'un droit d'exploitation ordinaire, ou d'une restriction à la disposition de ce droit;
- 3° la création, la cession, la modification ou l'extinction d'un droit de nantissement dont l'objet est un droit de brevet, un droit d'exploitation exclusive ou un droit d'exploitation ordinaire, ou une restriction à la disposition de ce droit;
- 4° indépendamment des actes prévus dans la présente loi, les autres actes dont l'enregistrement est nécessaire seront précisés par une ordonnance du Cabinet.

Article 28

(1) Dans le cas où l'enregistrement de la création d'un droit de brevet a été effectué, ou dans le cas où — lorsqu'un jugement rendu dans une action, à l'effet que la description ou les dessins joints à une demande écrite soient rectifiés, est devenu exécutoire — les faits en question ont été enregistrés, le Directeur général du Bureau des brevets accordera les lettres patentes au titulaire du brevet.

(2) Les questions relatives à la délivrance de nouvelles lettres patentes feront l'objet d'une ordonnance du Ministère du Commerce international et de l'Industrie.

CHAPITRE II

Brevets et demandes de brevets

Article 29

(1) Toute personne qui est l'auteur d'une invention susceptible d'être utilisée à des fins industrielles peut obtenir un brevet pour cette invention, à l'exception des inventions suivantes:

- 1° les inventions publiquement connues au Japon avant la demande de brevet;
- 2° les inventions publiquement exploitées au Japon avant la demande de brevet;
- 3° les inventions décrites dans une publication imprimée mise en circulation au Japon ou dans des pays étrangers avant la demande de brevet.

(2) Dans le cas où il aurait été possible à une personne, possédant des connaissances ordinaires dans le domaine technique auquel appartient l'invention, de procéder aisément à cette invention, d'après celles qui figurent sous chacune des rubriques du paragraphe précédent, avant la demande de brevet, il ne pourra pas être obtenu de brevet pour cette invention, nonobstant les dispositions dudit paragraphe.

Article 30

(1) Dans le cas d'une invention qu'une personne habilitée à obtenir un brevet a fait rentrer dans l'une des rubriques figurant au paragraphe (1) de l'article précédent au cours d'une expérience, en la présentant dans une publication imprimée ou, par écrit, lors d'un congrès scientifique tenu sous les auspices des organisations scientifiques qui seront désignées par le Directeur général du Bureau des brevets, si cette

personne a déposé une demande de brevet dans les six mois qui suivent le jour où ladite invention a été classée comme telle, cette invention sera considérée comme rentrant dans l'une quelconque des rubriques dudit paragraphe.

(2) Dans le cas d'une invention qui est rentrée dans l'une des rubriques figurant au paragraphe (1) de l'article précédent contre la volonté de la personne habilitée à obtenir un brevet, si cette personne a déposé une demande de brevet dans les six mois qui suivent le jour où ladite invention est ainsi rentrée dans l'une de ces rubriques, les dispositions du paragraphe précédent seront, de même, applicables.

(3) Dans le cas d'une invention qui est rentrée dans l'une des rubriques figurant au paragraphe (1) de l'article précédent en étant présentée par une personne habilitée à obtenir un brevet, lors d'une exposition organisée par le Gouvernement ou par un organisme public local (ci-après désignés par « le Gouvernement, etc. »), ou lors d'une exposition internationale organisée sur le territoire d'un pays partie à la Convention d'Union (s'agissant de la Convention de Paris, du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à La Haye le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 juin 1934; ci-après il s'agit de la même), par son Gouvernement, etc. ou par une autre entité avec l'autorisation de ce dernier, ou lors d'une exposition internationale organisée sur le territoire d'un pays autre que ceux qui sont parties à la Convention d'Union, par son Gouvernement, etc. ou par une autre entité avec l'autorisation de ce dernier, selon désignation par le Directeur général du Bureau des brevets, si cette personne a déposé une demande de brevet dans les six mois qui suivent le jour où ladite invention est ainsi rentrée dans l'une des rubriques précitées, les dispositions du paragraphe (1) seront, de même, applicables.

(4) Toute personne désireuse de bénéficier, lors d'une demande de brevet, de l'application des dispositions du paragraphe (1) ou du paragraphe précédent relatives à une invention devra joindre à la demande de brevet un document à cet effet, et elle adressera également un document, certifiant que l'invention faisant l'objet de la demande de brevet est celle qui est prévue dans le paragraphe (1) ou dans le paragraphe précédent, au Directeur général du Bureau des brevets dans un délai de trente jours à compter du jour où la demande de brevet a été déposée.

Article 31

Un titulaire de brevet peut, à propos de l'une des inventions suivantes, obtenir un brevet d'addition en lien et place d'un brevet indépendant:

- 1° dans le cas d'une invention dont la majeure partie des éléments composants indispensables consiste en la totalité ou la majeure partie des éléments composants indispensables de l'invention brevetée de la personne en question, et qui est destinée à répondre aux mêmes fins que l'invention brevetée;
- 2° lorsque l'invention brevetée de cette personne s'applique à des articles ou objets, l'invention d'un procédé de production de ces articles ou objets ou l'invention d'une machine, d'un appareil, d'un dispositif ou de tous autres

éléments destinés à la production de ces articles ou objets;

- 3° lorsque l'invention brevetée de cette personne s'applique à un procédé, l'invention d'une machine, d'un appareil, d'un dispositif ou de tous autres éléments directement utilisés pour l'exploitation de l'invention brevetée dudit procédé.

Article 32

Aucun brevet ne peut être obtenu pour les inventions suivantes, nonobstant les dispositions de l'article 29:

- 1° invention se rapportant à des articles de boisson, d'alimentation, de haut goût, et à des stimulants;
- 2° invention se rapportant à des médicaments (s'agissant d'articles utilisés dans le diagnostic, le traitement ou la prévention des maladies de l'homme; ci-après, il s'agit des mêmes) ou au procédé de fabrication d'un médicament obtenu par le mélange de deux ou plusieurs produits médicamenteux;
- 3° invention de substances obtenues par des procédés chimiques;
- 4° invention de substances obtenues par un procédé de transformation nucléaire;
- 5° invention susceptible de porter atteinte à l'ordre public, à la morale ou à la santé publique.

Article 33

(1) Le droit à l'obtention d'un brevet peut faire l'objet d'une cession.

(2) Le droit à l'obtention d'un brevet ne peut pas faire l'objet d'un droit de nantissement.

(3) Dans le cas où le droit à l'obtention d'un brevet se trouve en co-propriété, aucun co-propriétaire ne peut céder sa part sans le consentement de l'autre co-propriétaire.

Article 34

(1) L'acquisition d'un droit à l'obtention d'un brevet avant qu'une demande de brevet n'ait été déposée ne peut être invoqué à l'encontre de tierces parties que si la personne qui acquiert ce droit présente une demande de brevet.

(2) Dans le cas où deux ou plusieurs demandes ont été présentées le même jour en ce qui concerne le droit à l'obtention d'un seul et même brevet, acquis d'une seule et même personne, l'acquisition faite par une personne autre que celle qui a été désignée à la suite d'un accord intervenu entre ou parmi les demandeurs de brevet ne peut être invoquée à l'encontre de tierces parties.

(3) Dans le cas où une demande de brevet et une demande d'enregistrement d'un modèle d'utilité ont été présentées le même jour, en ce qui concerne le droit à l'obtention d'un brevet et le droit à l'obtention de l'enregistrement d'un modèle d'utilité concernant une seule et même invention et un seul et même dispositif, acquis d'une seule et même personne, les dispositions du paragraphe précédent seront, de même, applicables.

(4) L'acquisition d'un droit à l'obtention d'un brevet après qu'une demande de brevet a été présentée ne prendra effet que si les faits pertinents ont été notifiés au Directeur gé-

ral du Bureau des brevets, sauf dans le cas d'un héritage ou, d'une manière générale, de toute autre succession.

(5) En cas d'héritage ou, d'une manière générale, de toute autre succession, la personne ayant acquis le droit à l'obtention d'un brevet devra notifier le fait sans délai au Directeur général du Bureau des brevets.

(6) Dans le cas où deux ou plusieurs notifications ont été faites le même jour, en ce qui concerne l'acquisition d'un seul et même droit à l'obtention d'un brevet, acquis d'une seule et même personne, la notification faite par une personne autre que celle qui a été désignée à la suite d'un accord intervenu entre ou parmi les intéressés, ne prendra pas effet.

(7) Les dispositions de l'article 39, paragraphes (7) et (8), seront applicables, *mutatis mutandis*, dans le cas des paragraphes (2) et (3) et du paragraphe précédent.

Article 35

(1) L'employeur, la personne morale, l'Etat ou un organisme public local (ci-après désignés par « l'employeur, etc. ») — dans le cas où un employé, un agent de cette personne morale, un fonctionnaire du Gouvernement ou de l'organisme public (ci-après désignés par « l'employé, etc. ») a obtenu un brevet en ce qui concerne une invention pour laquelle les actes qui ont abouti à celle-ci font partie des fonctions présentes ou passées dudit employé, etc., au service dudit employeur, et dans le cas où cette invention de par sa nature, rentre dans les attributions dudit employé, etc. (étant ci-après désignée par « invention en cours de service ou d'emploi ») ou dans le cas où la personne qui a acquis un droit à l'obtention d'un brevet, en ce qui concerne une invention faite en cours de service ou d'emploi, a obtenu un brevet pour cette invention — posséderont, en ce qui concerne ce droit de brevet, un droit d'exploitation ordinaire.

(2) En ce qui concerne une invention faite par un employé, etc., les dispositions de tout contrat, règlement de service et autres stipulations qui prévoient par avance que le droit à l'obtention d'un brevet ou d'un droit de brevet doit échoir à l'employeur, etc., ou qu'un droit d'exploitation exclusive doit être créé en faveur de l'employeur, etc. ne seront pas valides, sauf s'il s'agit d'une invention faite en cours de service ou d'emploi.

(3) Dans le cas où l'employé, etc. a, par contrat, règlement de service ou autre stipulation, autorisé son employeur à acquérir un droit à l'obtention d'un brevet ou un droit de brevet en ce qui concerne une invention faite en cours de service ou d'emploi, ou a créé un droit d'exploitation exclusive en faveur de l'employeur, etc., ledit employé, etc. aura droit à une indemnité raisonnable.

(4) Le montant de l'indemnité mentionnée dans le paragraphe précédent sera calculé en fonction du montant des bénéfices que l'employeur, etc. peut tirer de l'invention et de la part prise par l'employeur, etc. à la mise au point de l'invention.

Article 36

(1) Toute personne désireuse d'obtenir un brevet devra présenter au Directeur général du Bureau des brevets une demande écrite contenant les indications suivantes:

- 1° nom ou appellation, et domicile ou résidence, du requérant et, s'il s'agit d'une personne morale, nom de son représentant;
- 2° date du dépôt de la demande;
- 3° titre de l'invention;
- 4° nom de l'inventeur, ainsi que son domicile ou sa résidence.

(2) La demande écrite sera accompagnée d'une description, précisant les points suivants, ainsi que des dessins nécessaires:

- 1° titre de l'invention;
- 2° explication concise des dessins;
- 3° explication détaillée de l'invention;
- 4° portée d'application de la demande de brevet.

(3) Dans le cas où un brevet d'addition est demandé, des précisions supplémentaires concernant l'invention pour laquelle un tel brevet est demandé devront figurer dans une description.

(4) Dans l'explication détaillée de l'invention, mentionnée au paragraphe (2) (point 3), le but, la composition et l'effet de l'invention seront décrits de manière que toute personne possédant des connaissances courantes dans le domaine technologique auquel appartient l'invention puisse exploiter aisément cette invention.

(5) Sous la mention: portée d'application de la demande de brevet, figurant dans le paragraphe (2) (point 4), seront indiqués uniquement les éléments composants indispensables de l'invention qui a été décrite en détail dans l'explication de l'invention.

(6) Dans le cas où une demande de brevet présentée dans une seule et même demande écrite s'applique à deux ou plusieurs inventions, conformément à la clause conditionnelle de l'article 38, la portée d'application de la demande de brevet mentionnée au paragraphe (2) (point 4) devra être décrite sous la classification de chaque invention.

Article 37

En cas de co-propriété du droit à l'obtention d'un brevet, aucun des co-propriétaires ne peut présenter de demande de brevet si ce n'est conjointement avec l'autre co-propriétaire.

Article 38

Une demande de brevet devra être présentée pour chaque invention. Toutefois, même en ce qui concerne deux ou plusieurs inventions, une demande de brevet peut faire l'objet d'une seule et même demande écrite, comme dans le cas d'une invention isolée, s'il s'agit d'inventions ayant les liens suivants avec une invention isolée devant figurer dans la portée d'application de la demande de brevet (ci-après désignée sous le nom d'« invention spécifique »):

- 1° une invention dont la majeure partie des éléments composants indispensables consiste en la totalité ou la majeure partie des éléments composants indispensables de l'invention spécifique et qui est destinée à répondre aux mêmes fins que l'invention spécifique;
- 2° dans le cas où l'invention spécifique s'applique à des articles ou objets, l'invention d'un procédé de production

de ces articles ou objets ou l'invention d'une machine, d'un appareil, d'un dispositif, ou de tous autres éléments destinés à la production de ces articles ou objets;

- 3° dans le cas où l'invention spécifique s'applique à un procédé, l'invention d'une machine, d'un appareil, d'un dispositif ou de tous autres éléments directement utilisés pour l'exploitation de l'invention dudit procédé.

Article 39

(1) Dans le cas où deux ou plusieurs demandes ont été présentées à des dates différentes en ce qui concerne une seule et même invention, seule la première personne ayant présenté une demande de brevet peut avoir droit à un brevet en ce qui concerne cette invention.

(2) Dans le cas où deux ou plusieurs demandes de brevet ont été présentées le même jour en ce qui concerne une seule et même invention, seul le requérant désigné avec le consentement mutuel des autres requérants peut avoir droit à un brevet en ce qui concerne cette invention. En l'absence de consentement de ce genre, ou si un tel accord n'est pas possible, aucun des requérants ne pourra, dans l'un ou l'autre cas, avoir droit à un brevet en ce qui concerne cette invention.

(3) Si — dans le cas où une invention faisant l'objet d'une demande de brevet et un dispositif faisant l'objet d'une demande d'enregistrement de modèle d'utilité sont identiques — les demandes de brevet et d'enregistrement de modèle ont été présentées à des dates différentes, le demandeur de brevet peut avoir droit à un brevet en ce qui concerne son invention, pour autant qu'il aura présenté cette demande avant celle qui a trait à l'enregistrement du modèle d'utilité.

(4) Si — dans le cas où une invention faisant l'objet d'une demande de brevet et un dispositif faisant l'objet d'une demande d'enregistrement d'un modèle d'utilité sont identiques — les demandes de brevet et d'enregistrement de ce modèle ont été présentées le même jour, seul le requérant désigné avec le consentement mutuel des autres requérants peut avoir droit à un brevet ou à l'enregistrement de ce modèle. En l'absence de consentement de ce genre, ou si un tel accord n'est pas possible, la personne qui demande le brevet ne peut pas avoir droit à un brevet en ce qui concerne son invention.

(5) Dans le cas où une demande de brevet ou une demande d'enregistrement d'un modèle d'utilité a été retirée ou invalidée, cette demande de brevet ou d'enregistrement sera considérée, pour l'application des dispositions des quatre paragraphes précédents, comme n'ayant pas été présentée initialement.

(6) Une demande de brevet ou une demande d'enregistrement d'un modèle d'utilité présentée par une personne qui n'est ni l'inventeur, ni l'auteur du modèle, et qui n'a acquis ni un droit à l'obtention d'un brevet, ni un droit à l'enregistrement du modèle d'utilité, sera considérée, pour l'application des dispositions des paragraphes (1) à (4) inclusivement, comme n'étant ni une demande de brevet, ni une demande d'enregistrement d'un modèle d'utilité.

(7) Dans les cas mentionnés aux paragraphes (2) ou (4), le Directeur général du Bureau des brevets ordonnera que

les requérants procèdent à la consultation réciproque, mentionnée aux paragraphes (2) ou (4), dont ils devront notifier le résultat, et il leur fixera un délai raisonnable.

(8) Si aucune notification n'a été faite, en vertu du paragraphe précédent, dans le délai fixé conformément aux dispositions dudit paragraphe, le Directeur général du Bureau des brevets pourra considérer que le consentement mutuel mentionné dans les paragraphes (2) ou (4) n'est pas intervenu.

Article 40

Dans le cas où il a été reconnu qu'une rectification effectuée avant la remise d'une copie de la décision de faire publier une demande, en ce qui concerne la description ou les dessins joints à une demande écrite, modifie le sens de ces derniers après que la création d'un droit de brevet ait été enregistrée, la demande de brevet sera considérée comme ayant été effectuée au moment de la remise d'une rectification écrite de la procédure, en ce qui concerne ladite rectification.

Article 41

Une rectification visant à étendre, à restreindre ou à modifier la portée d'application d'une demande de brevet, dans les limites des éléments figurant dans la description ou les dessins initialement joints à la demande écrite, avant la remise d'une copie de la décision de faire publier cette demande, sera considérée comme ne modifiant pas le sens de ladite description.

Article 42

Dans le cas où il a été reconnu qu'une rectification effectuée après la remise d'une copie de la décision de faire publier une demande, en ce qui concerne la description ou les dessins joints à la demande écrite, contrevient aux dispositions de l'article 64 (y compris le cas où les dispositions de cet article s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'article 159, paragraphe 2 [y compris le cas où les dispositions de cet article s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'article 174, paragraphe 1]) après que la création d'un droit de brevet ait été enregistrée, le brevet sera considéré comme ayant été accordé pour la demande de brevet sur laquelle la rectification n'a pas été faite.

(A suivre)

Jurisprudence

SUISSE

Brevet d'invention. Recours de droit administratif

(Lausanne, Tribunal fédéral, 23 février 1960)¹⁾

Des considérations techniques, dictées par les lois de la mécanique, sur la base desquelles le Bureau fédéral de la propriété intellectuelle conteste qu'une invention soit utilisable industriellement et rejette en conséquence une demande de brevet ne sont pas des constatations de fait au sens de l'article 105 OJ (loi fédérale d'organisation judiciaire). Elles

ne peuvent pas faire l'objet d'un recours de droit administratif au Tribunal fédéral.

Faits (abrégé):

A. — Le 12 avril 1957, Juan Tomas y Sais a déposé une demande de brevet pour un « procédé de captation de l'énergie vibratoire »...

Par décision du 25 septembre 1959, le Bureau fédéral de la propriété intellectuelle a rejeté la demande de brevet. Il a considéré en bref que l'invention de Tomas y Sais était contraire au principe de la conservation de l'énergie et n'était donc pas susceptible d'utilisation industrielle selon l'article 1^{er}, alinéa 1, de la loi sur les brevets d'invention.

B. — Contre cette décision, Tomas y Sais forme un recours de droit administratif au Tribunal fédéral, en concluant à l'admission de sa demande de brevet.

Le Bureau fédéral propose le rejet du recours.

Considérant en droit:

Selon l'article 104, alinéa 1, OJF, le recours de droit administratif n'est recevable que pour violation du droit fédéral, c'est-à-dire pour défaut d'application ou fausse application d'un principe consacré expressément par une prescription fédérale ou découlant implicitement de ses dispositions. Or, le recourant ne reproche nullement au Bureau fédéral d'avoir mal appliqué le droit fédéral et, en particulier, de s'être fondé sur une conception inexacte de la notion de l'invention « utilisable industriellement ». Ses seuls arguments sont d'ordre technique: il soutient que son invention n'a pas pour objet un mouvement perpétuel et peut donc être exploitée industriellement.

Il est vrai qu'aux termes de l'article 105 OJF, le Tribunal fédéral saisi d'un recours de droit administratif peut, d'office ou à la demande du recourant, rechercher si la décision attaquée repose sur des constatations de fait inexactes ou incomplètes. Mais cette disposition ne vise que les faits soumis à l'appréciation de l'autorité qui a statué, c'est-à-dire, en l'espèce, l'exposé de la demande de brevet. En revanche, la manière dont le Bureau fédéral a apprécié ces faits n'est pas une constatation au sens de l'article 105 OJF. Il s'agit de déductions qui sont dictées par les lois de la mécanique et qui constituent des motifs de la décision attaquée.

N'étant visées ni par l'article 104 ni par l'article 105 OJF, de telles qualifications techniques échappent à la censure du Tribunal fédéral.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral:

1^o Rejette le recours...

Etudes générales

L'affaire du « Spanish Champagne »

¹⁾ Voir *La Semaine judiciaire*, 1961, p. 86.

A. DEVLETIAN
Paris

Correspondance

Lettre d'Autriche
(Première partie)

GEIGEL (Heribrant). *Patentfibel. Einführung in die Praxis des Patent- und Gebrauchsmusterrechts*. Weinheim, Verl. Chemie, 1955. 21 cm., 233 p. Prix: DM 9.90.

HOLZAPFEL (Hans Friedrich). *Die rechtliche Bedeutung des Gebrauchs von Fabrik- und Handelsmarken*. Winterthur, Verl. P. G. Keller, 1958. 21 cm., XIII-105 p.

HUECK (Alfred). *Gedanken zur Neuregelung des Rechts der Arbeitnehmererfindungen*. Tübingen, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck), 1958. 23 cm., (20) p. Festschrift für Arthur Nikisch, p. 63-82. Prix: DM 2.40.

KERLY (O. M.). *Kerly's law of trade marks and trade names*. Londres, Sweet & Maxwell, 1960. 25 cm., LXIV-704 p. 8^e éd., par R. G. Lloyd. Prix: sFr. 88.95.

KNÖPFLE (Robert). *Die Bestimmung des Schutzzumfangs der Patente*. Munich, C. H. Beck'sche Verl., 1959. 22 cm., XIII-97 p. Prix: DM 11.—.

LEHNICH (Oswald). *Gesetz gegen Wettbewerbsbeschränkungen (Kartellgesetz)*. Cologne, C. Heymanns Verl., 1958. 21 cm., VIII-127 p. Prix: DM 14.—.

LINDENMAIER (Fritz). *Das Patentgesetz vom 5. Mai 1936/18. Juli 1953*. Cologne, C. Heymanns Verl., 1958. 18 cm., XVI-892 p. Commentaires par Heinrich Krause, Fritz Kadluku et Fritz Lindenmaier. Prix: DM 57.—.

MÜLLER (Emil). *Chemie und Patentrecht*. Weinheim, Verl. Chemie, 1951. 23 cm., 172 p. Prix: DM 13.80.

MÜLLER-HENNEBERG (Hans) et SCHWARTZ (Gustav). *Gesetz gegen Wettbewerbsbeschränkungen, Kommentar*. Cologne, C. Heymanns Verl., 1958. 23 cm., XXI-1253 p. Prix: DM 146.—.

PATENTGESETZ mit Nebengesetzen, Textausgabe mit Sachregister. Cologne, C. Heymanns Verl., 1959. 17 cm., 125 p. Prix: DM 5.—.

RICHTER (Bruno) et GÜHLER (Curt). *Warenliste*. Munich, C. Heymanns Verl., 1958. 30 cm., XI-179 p. Prix: DM 44.—.

SCHEER. *Deutsches Patent-, Gebrauchsmuster-, Geschmucksmuster-, Warenzeichen-, Wettbewerbs-Recht*. Cologne, Scheer, 1960. 23 cm., 443 p. Prix: DM 42.50.

STRAUSS (William) et RINGER (Barbara A.). *Bibliography on design protection*. Supplement 1959. Washington, Copyright Office, 1959. 26 cm., II-160 p.

THIEME (Franz). *Das Patentrecht der Länder der Erde in Tabellen*. Berlin, VEB Deutscher Zentralverl., 1959. 21 cm., 79 p. Prix: DM 10.—.

WARENKLASSEN. *Handbuch der amtlichen Warenklasseneinteilungen der europäischen und aussereuropäischen Länder für die Anmeldung von Warenzeichen*. Munich, Wila Verl., 1959. 21 cm., 78 p. Prix: DM 16.—.

WEHRLI (Bernhard). *Fabrikations- und Geschäftsgeheimnisse in Zivil- und Strafprozess*. Winterthur, Verl. P. G. Keller, 1957. 21 cm., X-100 p. Prix: sFr. 10.—.

WEISSE (Ernst E.). *Erfindungen · Patente · Lizenzen. Ein Ratgeber in Fragen des Erfindungsrechts*. Düsseldorf, VOL-Verl., 1958. 21 cm., VIII-94 p. Prix: DM 6.60.

En février 1961

BOUJU (André). *La protection des inventions aux Etats-Unis. Le brevet américain*. Paris, Eyrolles, 1961. 23 cm., 209 p. Prix: Ffr. 23.—.

Dr Wilhelm KISS-HORVATH, Vienne

Bibliographie

Liste des ouvrages enregistrés en janvier et février 1961 par la Bibliothèque du Bureau international

La Bibliothèque du Bureau international a enregistré, en ce qui concerne la propriété industrielle, les ouvrages suivants:

En janvier 1961

ABEL (Paul). *Relations between the German Federal Republic and the German Democratic Republic*. 1960. 25 cm., (2) p. Extrait de «The International and Comparative Law Quarterly», octobre 1960, p. 688/89.

AGHABABIAN (Raphael). *Propriété industrielle et commerciale, marques de fabrique, brevets d'invention, nom de commerce, indication de provenance, concurrence déloyale*. Textes des actes législatifs en vigueur en Iran. Téhéran, Aghababian, 1960. 33 cm., n. num.

CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE. *Industrial property and the German Peace Treaty. Propriété industrielle et le Traité de paix avec l'Allemagne*. Paris, Chambre de commerce internationale, 1947. 24 cm., 11 p. Chambre de commerce internationale, brochure n° 108. Rapporteur: Robert Burrell.

— *Loi-type relative aux marques de fabrique*. Paris, Chambre de commerce internationale, 1960. 21 cm., 23 p. Chambre de commerce internationale, brochure n° 210. Préf. Stephen P. Ladas.

— *Model Law on Trade Marks*. Paris, Chambre de commerce internationale, 1960. 21 cm., 23 p. Chambre de commerce internationale, brochure n° 210. Préf. Stephen P. Ladas.

— *Protection internationale des marques de fabrique*. Paris, Chambre de commerce internationale, 1949. 24 cm., 32 p. Chambre de commerce internationale, brochure n° 138. Rapporteur: Charles Magnin.

— *The revision of the Paris Union Convention*. Paris, Chambre de commerce internationale, 1959. 21 cm., 19 p. Chambre de commerce internationale, brochure n° 206. Rapporteur: Stephen P. Ladas.

ENGLERT (Christian). *L'invention faite par l'employé dans l'entreprise privée*. Bâle, Verl. f. Recht u. Gesellschaft AG., 1960. 23 cm., XXII-239 p. Etudes de propriété intellectuelle publiées sous les auspices de Pierre Jean Pointet et Alois Troller, vol. 2. Prix: sFr. 30.—

FIKENTSCHER (Wolfgang). *Wettbewerb und gewerblicher Rechtsschutz*. Munich, C. H. Beck'sche Verl., 1958. 24 cm., XI-316 p. Schriften des Instituts für Wirtschaftsrecht an der Universität Köln, Band 7. Prix: DM. 32.—

INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. *La protection des inventions en France et à l'étranger*. Paris, Ministère de l'Industrie, 1960. 26 cm., 24 p. Tableaux.

JAPAN BRANCH OF THE INTERNATIONAL LAW ASSOCIATION. *The Japanese Annual of International Law, 1960*. Tokyo, Japan Times Ltd., 1960. 25 cm., III-315 p. Koe Toyosaki, New Japanese Legislation on Industrial Property, p. 63-67.

MASCAREÑAS (C. E.). *Las denominaciones de origen en el derecho comparado y en el derecho internacional*. Mexique, 1960. 26 cm., (36) p. Extrait de la «Revista Jurídica de la Universidad de Puerto Rico», vol. XXIX, février 1960, n° 2, p. 97-132.

ROTONDI (Mario). *Effets internationaux des expropriations et des nationalisations vis-à-vis des marques*. S. I. n. d. 24 cm., (21) p. Extrait des «Mélanges Jacques Maury», p. 435-455.

SEREBROVSKII (V. I.). *Pravovaiia Okhrana Nauchnykh Otkrytiy (Protection juridique des découvertes scientifiques en URSS)*. Moscou, Akademiia Nauk SSSR, 1960. 20 cm., 71 p.

SHELLEY (K. E.). *Terrell and Shelley on the Law of Patents*. Londres, Sweet & Maxwell, Ltd., 1961. 25 cm., LIV-668 p. Prix: £6.—

VOLMER (Bernhard). *Arbeitnehmererfindungsgesetz. Kommentar*. Munich, C. H. Beck'sche Verl., 1958. 20 cm., XV-66S p. Prix: DM. 38.—

YAGUE (J. J. Alonso). *Jurisprudencia de Propiedad Industrial (Derecho registral industrial y comercial)*. Madrid, 1960. 24 cm., (20) p. Extrait de la «Revista de Derecho Mercantil», n° 78, octobre-décembre 1960, p. 437-456.

YAMANAKA (Masao). *Revision of Industrial Property System of Japan*. S. I. n. d. 26 cm., (8) p.

Nouvelles diverses

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Mutation dans le poste de Directeur de l'Office de la propriété industrielle

Nous apprenons que M. David L. Ladd a été nommé Directeur de l'Office de la propriété industrielle des États-Unis. Il succède à M. Robert C. Watson qui a pris sa retraite.

Nos vœux sincères accompagnent M. Watson dans sa retraite et nous nous faisons un plaisir de souhaiter au nouveau Directeur la plus cordiale bienvenue.

Statistique

Statistique générale de la propriété industrielle pour l'année 1959

2^e supplément

Les statistiques de Trinidad et Tobago venant de nous parveir, nous nous empressons de communiquer à nos lecteurs les chiffres fournis par ces territoires, afin de compléter les tableaux et totaux généraux figurant aux pages 258 à 260 de la *Propriété industrielle* de 1960.

TRINIDAD ET TOBAGO

Brevets principaux demandés	104
Brevets additionnels demandés	—
Total	104
Brevets principaux délivrés	104
Brevets additionnels délivrés	—
Total	104
Dessins ou modèles déposés: dessins	10
modèles	—
Total	10
Dessins ou modèles enregistrés: dessins	10
modèles	—
Total	10
Marques nationales déposées	10
Marques étrangères déposées	271
Total	281
Marques nationales enregistrées	11
Marques étrangères enregistrées	232
Total	243